

Unité bidépartementale Eure Orne  
12 rue de Melleville  
27930 Angerville La Campagne

Angerville La Campagne, le 15 février 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/01/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **MANOIR INDUSTRIES**

12, rue des Ardennes  
BP 8401  
27590 PITRES

Références : UBDEO.2022.02.53.ERA.FB

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2022 dans l'établissement MANOIR INDUSTRIES implanté 12, rue des Ardennes BP 8401 27590 PITRES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MANOIR INDUSTRIES
- 12, rue des Ardennes BP 8401 27590 PITRES
- Code AIOT dans GUN : 0005800545
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : NON

L'installation de stockage des déchets inertes (ISDI) exploité par la société MANOIR INDUSTRIES est soumise à enregistrement et réglementé par l'arrêté préfectoral du 14/06/2016.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Exploitation de l'ISDI

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Règles d'exploitation du site- Panneau de signalisation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 22	/	Mise en demeure, respect de prescription
Clôture et parcelles libérées	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 2.2.6.	/	Mise en demeure, respect de prescription

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Liste des installations concernées par une rubrique	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 1.2.1	/	
Déchets inertes admissibles	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 2.2.1.1	/	
Règles d'exploitation du site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 21	/	
Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25	/	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté 2 non-conformités vis-à-vis de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 et vis-à-vis de l'article 2.2.6 de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2016. Ces non-conformités sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et particulièrement la sécurité publique.

En application de l'article L.171.8-I du code de l'environnement, l'inspection des installations classées propose à M. le préfet de mettre en demeure la société MANOIR INDUSTRIE de respecter les prescriptions de ces 2 articles sous un délai de 3 mois.

Un projet d'arrêté préfectoral a été établi.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 1.2.1
<b>Prescription contrôlée :</b> 2760-3 Enregistrement Capacité maximale de stockage : 200 000 m3, soit 360 000 t Rythme d'apport maximal annuel de déchets inertes : 30 000 tan
<p><b>Constats :</b> Une convention entre la société MANOIR INDUSTRIE et la société LHOTELLIER DEPOLLUTION a été établie le 29 juin 2018 fixant les conditions de gestion de l'ISDI.</p> <p>L'exploitant dispose de rapports annuels établis par la société LHOTELLIER DEPOLLUTION indiquant les tonnages reçus et stockés dans l'ISDI (environ 10 000 t/an). Le dernier rapport de 2020 examiné par l'inspection mentionne : Sur les 350.000t de terres à remblayer entre 2016 et 2035, sont remblayés 80.128,33t à ce jour , il reste donc un vide de fouille de 269.871,67t, ce qui fait une moyenne de reste à remblayer de 19.276,55t/an sur la globalité du site.</p> <p>L'inspection a contrôlé la cohérence des informations avec GEREPP pour les tonnages reçus au sein de l'ISDI en 2020.</p> <p>Le rythme d'apport est inférieur au seuil fixé à cet article.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : DÉCHETS INERTES ADMISSIBLES**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 2.2.1.1
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets inertes admissibles sont les sables de fonderies et les terres ayant fait l'objet d'une opération de dépollution biologique sur la plate-forme de la société IKOS SOL MEIX à Pîtres. Code déchet : 17 05 04 "Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses "Ces déchets inertes doivent respecter les valeurs limites fixées dans le tableau de l'article susvisé.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni le registre des déchets reçus en 2020 et 2021. L'exploitant précise que les déchets proviennent uniquement de la société LHOTELLIER DE POLLUTION site de Pîtres et site d'Alizay (ex IKOS SOL MEIX à Pîtres).  L'inspection a constaté le jour de la visite que : - le suivi de la traçabilité n'est pas assurée par ce document : il ne mentionne pas le site de traitement (société LHOTELLIER DE POLLUTION), - le respect des valeurs limites fixées par le présent article n'est pas justifié.  L'exploitant indique que les données sont disponibles auprès du prestataire LHOTELLIER DE POLLUTION qui dispose sur ses sites de traitement de l'ensemble des éléments de traçabilité.  L'exploitant a pris l'attache de son prestataire et a fait parvenir le 31/01/2022 le registre complété.
<b>Observations :</b> Observation n°1 :  L'article 2.2.1.1 précise que les déchets admissibles proviennent de la plate-forme de dépollution biologique de la société IKOS SOL MEIX à Pîtres. Des évolutions de la société IKOS SOL MEIX ont eu lieu depuis 2016 : IKOS SOL MEIX est devenu LHOTELLIER DE POLLUTION, la plate-forme de Pîtres a fortement réduit son activité en 2021 depuis la création de la plate-forme de traitement de déchets à Alizay.  Il est de la responsabilité de l'exploitant de porter à connaissance de monsieur le préfet les éléments ci-dessus : - préciser le changement de nom du prestataire et le lieu des sites de traitement, - préciser le type de traitement subi par les déchets (dépollution biologique, autre ?) et si un renforcement des contrôles est réalisé en entrée de l'ISDI compte tenu de la diversité des déchets reçus et traitements nouveaux sur le site d'Alizay  Observation n°2 : Les rapports d'analyses des déchets entrants justifiant le respect des valeurs limites sont à joindre aux rapports annuels.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Règles d'exploitation du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 21
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments nécessaires pour présenter les différentes phases d'exploitation du site.
<b>Constats :</b> Aucun plan topographique n'a été réalisé depuis 2016 afin de faire un état des lieux de l'avancement de l'exploitation.  Le jour de la visite l'inspection a constaté que le prestataire procédait aux relevés nécessaires.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit transmettre le plan topographique ainsi qu'un bilan de l'avancement de l'exploitation de l'ISDI sous 1 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Règles d'exploitation du site- Panneau de signalisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 22
<b>Prescription contrôlée :</b> Un panneau de signalisation et d'information est placé à proximité immédiate de l'entrée principale, sur lequel sont notés :- l'identification de l'installation de stockage ;- le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;- les jours et heures d'ouverture ;- la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours. Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.
<b>Constats :</b> Aucun panneau n'est présent.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

## Nom du point de contrôle : Clôture et parcelles libérées

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 2.2.6.

### Prescription contrôlée :

En vue de sécuriser les zones périphériques Est et Ouest de l'installation de stockage de déchets inertes (ISDI), le périmètre de l'ISDI est modifié par la pose d'une clôture en retrait de la limite actuelle tel qu'indiqué en annexe 1 : les nouvelles limites sont délimitées en bleu. L'exploitant met en place une clôture de 2 mètres sur l'intégralité du nouveau périmètre de l'ISDI (tracé bleu en annexe 1) dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Les parties des parcelles qui vont être libérées en périphérie Est et Ouest (annexe 1) doivent faire l'objet de restriction d'usage en vue de conserver là mémoire des pollutions résiduelles, maintenir l'actuelle couverture végétale et maîtriser l'usage futur de ces parcelles (interdiction de jardin potager...). L'exploitant doit déposer un dossier visant à instaurer ces restrictions d'usage {instauration de servitudes d'utilité publiques...} dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Constats :** Aucune nouvelle clôture n'a été installée par l'exploitant depuis 2016. Le site n'est donc pas efficacement clôturé sur 3 côtés du site et des intrusions sont possibles :

- côté ouest : la clôture existante longeant le terrain de foot communal est basse avec des trous permettant l'accès au site notamment aux jeunes pour récupérer les ballons de foot,
- côté est : des clôtures basses avec portillons au niveau des habitations permettent d'accéder au site. Il n'a pas été constaté la présence de jardin potager.
- côté sud : la clôture existante est basse, abîmée par la végétation et présente des trous permettant l'accès au site.



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** Emissions dans l'air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b> L'exploitant a remis un rapport réalisé par ATMO Normandie en été 2020/hiver 2021 portant sur les mesures de retombées en métaux et dioxines/furanes effectué autour de l'usine de la fonderie Manoir Industrie. La campagne met en évidence des retombées de métaux (traceurs de l'activité de la fonderie de la société MANOIR INDUSTRIES). Le rapport conclut à une amélioration de la situation par rapport à l'été 2020. Une campagne de mesures est prévue à l'été 2022.  L'inspection constate que le rapport ne conclut pas sur les poussières totales (solubles et insolubles) issues l'activité de l'ISDI (seuil de 200 mg/m <sup>2</sup> /j à respecter).  Ce rapport est à adresser annuellement à l'inspection.
<b>Observations :</b> Observation n°4 :  Le rapport de la campagne 2022 doit conclure sur les retombées de poussières de l'activité de l'ISDI.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite